

La France paie aujourd'hui le prix de **trois décennies** de renoncements.

L'endettement est devenu structurellement insoutenable. La charge de la dette est désormais la deuxième mission du budget de l'État, devant la Défense hors pensions, et pourrait en devenir la première. L'économie réelle est en détresse, le système de santé cède en silence, la pression fiscale demeure parmi les plus élevées de l'OCDE, l'appareil administratif est hors de contrôle, et la prochaine génération paiera ce que la précédente n'a pas voulu arbitrer.

ENDETTEMENT

3 536,1 milliards €

Dette publique au sens de Maastricht à la fin du premier trimestre 2026, soit 117,5 pour cent du PIB. 310 milliards d'euros d'émissions de titres à moyen et long terme, nettes des rachats, prévues en 2026 (Insee, Agence France Trésor).

DÉFICIT CHRONIQUE

152,5 milliards €/an

Déficit public 2025, soit 5,1 pour cent du PIB (Insee, comptes nationaux des administrations publiques, publication définitive du 29 mai 2026).

CHARGE DE LA DETTE

58,0 milliards € en 2026

Deuxième mission du budget de l'État, devant la Défense hors pensions, susceptible d'en devenir la première. Près des deux tiers du produit de l'impôt sur le revenu.

PRESSION FISCALE

43,5 % du PIB en 2024

Deuxième taux de prélèvements obligatoires de l'OCDE, derrière le Danemark (45,2 %). 43,6 % du PIB en 2025 selon l'Insee ; 45,3 % selon la définition Eurostat (OCDE, Revenue Statistics 2025).

APPAREIL ADMINISTRATIF

1 153 organismes publics

Périmètre retenu par le rapport sénatorial n° 807 du 1er juillet 2025 (Barros-Lavarde), qui relève environ 77 milliards d'euros de financements publics aux opérateurs et l'absence de comptage consolidé des effectifs.

COMPLEXITÉ NORMATIVE

354 223 articles en vigueur

Lois et règlements en vigueur, en hausse de 163,7 pour cent depuis 2002, plus de 45 millions de mots. 69 codes juridiques.

LE CHOIX DÉMOCRATIQUE

La France n'a plus le choix entre réformer et ne rien faire. **Elle a le choix entre réformer dans la souveraineté ou subir la réforme imposée par les marchés financiers ou par la rue.** Le Plan de Rupture est la contribution citoyenne à ce choix démocratique, offerte à toutes les bonnes volontés.

PLAN DE RUPTURE

Sept dossiers, environ 2 500 pages de documentation rigoureusement sourcée, offerts à toutes les bonnes volontés pour redresser la France démocratiquement.

155 mesures

documentées une à une, chiffrées selon trois niveaux — potentiel économique, effet budgétaire, socle prudent — à l'horizon d'un mandat présidentiel.

7

DOSSIERS
COMPLETS

~2 500

PAGES SOURCÉES

1 153

ORGANISMES AU
CRIBLE

12

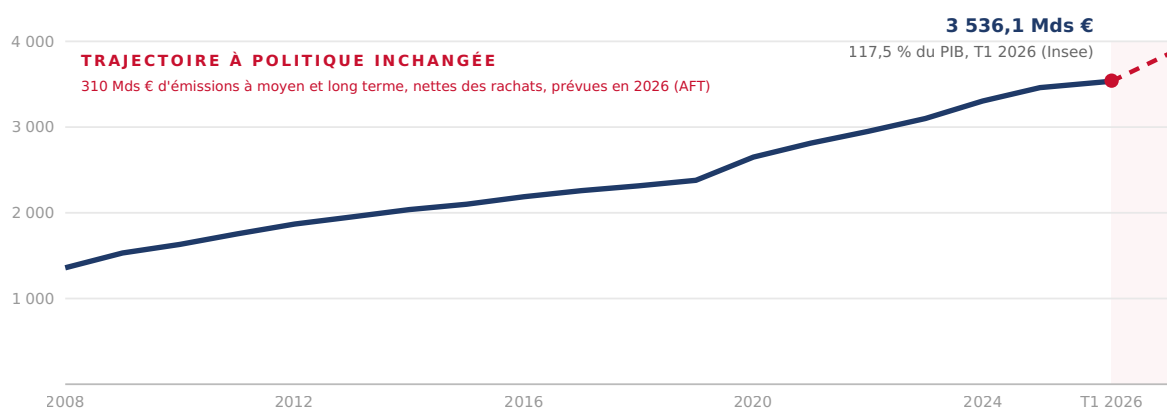
CATÉGORIES DE
RÉFORMES

La dette publique française, hors contrôle

La dette au sens de Maastricht atteint 3 536,1 milliards d'euros à la fin du premier trimestre 2026, soit 117,5 pour cent du produit intérieur brut, un niveau jamais observé hors crise sanitaire ou conflit majeur. La progression est continue, 181 milliards d'euros supplémentaires en un an, et l'Agence France Trésor prévoit un programme record de 310 milliards d'euros d'émissions de titres à moyen et long terme, nettes des rachats, en 2026.

Dette publique brute française, au sens de Maastricht

En milliards d'euros, source Insee (dette trimestrielle), de fin 2008 au premier trimestre 2026



Lecture. La courbe pleine en bleu retrace la dette publique brute française de fin 2008 au premier trimestre 2026 (Insee). Sur la seule année 2025, la dette a progressé de 155,5 milliards d'euros, soit l'équivalent d'environ 4 931 euros par seconde. La France se situe au troisième rang des pays les plus endettés de l'Union européenne, derrière la Grèce et l'Italie, à 55 points au-dessus de la moyenne allemande. Les pointillés rouges illustrent la poursuite de la trajectoire à politique inchangée : 310 milliards d'euros d'émissions de titres à moyen et long terme, nettes des rachats, sont déjà programmés pour 2026 par l'Agence France Trésor, et le gouverneur de la Banque de France évoque une charge d'intérêts dépassant 100 milliards d'euros par an à la fin de la décennie.

× 2,6

DETTE NOMINALE DEPUIS 2008,
1 358 → 3 536 MDS €

58,0 Mds €

CHARGE BUDGÉTAIRE 2026, 2E
MISSION DE L'ÉTAT

4 931 €

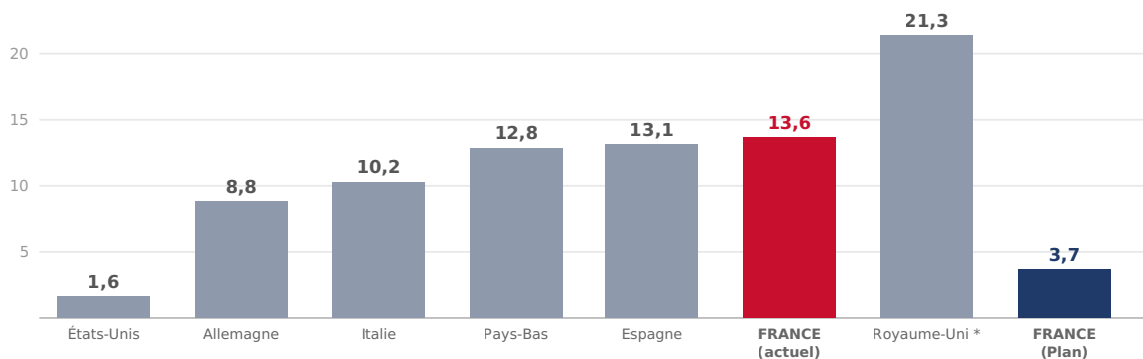
DE DETTE SUPPLÉMENTAIRE
PAR SECONDE EN 2025

La France est-elle vraiment sous-représentée ?

La France compte aujourd'hui 577 députés et 348 sénateurs, soit 925 parlementaires nationaux. À ce nombre s'ajoutent 1 758 conseillers régionaux, plus de 4 000 conseillers départementaux et des dizaines de milliers d'élus intercommunaux et municipaux. Comparée aux grandes démocraties, la France apparaît surreprésentée par rapport à sa population.

Nombre de parlementaires par million d'habitants

Comparaisons internationales, source Union interparlementaire, statistiques officielles



Lecture. En rouge, la France actuelle avec 13,6 parlementaires par million d'habitants, parmi les ratios les plus élevés des grandes démocraties. En bleu, la cible du Plan de Rupture après réduction à 125 députés et 125 sénateurs (révision constitutionnelle, article 24), soit 3,7 parlementaires par million d'habitants, entre les États-Unis (1,6) et l'Allemagne (8,8). Le Royaume-Uni est marqué d'un astérisque, la Chambre des Lords comptant des membres non élus. Le chiffrage documenté du Plan retient 432 à 467 millions d'euros par an pour l'Assemblée nationale et 232 à 250 millions pour le Sénat.

925

PARLEMENTAIRES ACTUELS

250

PROPOSÉS PAR LE PLAN

664 à 717 M€

ÉCONOMIE ANNUELLE
PARLEMENTAIRE

12 catégories thématiques, 155 mesures

Le Plan de Rupture assemble les leviers structurels d'économies budgétaires et de souveraineté nationale, organisés en douze catégories. 74 mesures sont chiffrées, 81 sont structurelles. Sources mobilisées : rapport sénatorial n° 807 (commission Barros-Lavarde), Cour des comptes, Insee, Drees, Légifrance.

CHIFFRAGE CONSOLIDÉ, TROIS NIVEAUX DE LECTURE

Potentiel économique · Effet budgétaire · Socle prudent

établi mesure par mesure, après déduplication des recoupements, sans hausse nette de prélèvements sur les ménages et les entreprises productives, sans licenciement sec

01 Institutions et représentation politique

3,28 à 3,42 milliards €/an

Réduction du nombre d'élus, transparence, suppression du CESE et des CESER.

125 députés, 125 sénateurs, gouvernement resserré à 9 ministères

02 Structures administratives et fonction publique

45 à 67 milliards €/an

Suppression de l'échelon régional et des intercommunalités, nettoyage législatif.

Aucun licenciement sec, mobilité interne accompagnée

03 Agences et opérateurs de l'État

41,48 à 71,92 milliards €/an

1 153 organismes publics nationaux triés en 4 catégories (garder, fusionner, réintégrer, supprimer).

Modèles ASNR, Manufactures, RMN-Grand Palais

04 Justice

2 à 4 milliards €/an

Déploiement de l'IA dans les 164 tribunaux, déjudiciarisation des contentieux simples.

Intervention humaine obligatoire en décision défavorable

05 Santé

4,7 milliards €/an

Réorganisation hospitalière, IA au service des soignants, dépassements d'honoraires.

Plus de soignants, moins d'administratif

06 Fiscalité et prélèvements obligatoires

Chiffage fiche par fiche

Plafonnement constitutionnel à 50 %, lutte contre la fraude par IA, réforme du CIR.

Baisse de pression fiscale, hausse du rendement

07 Énergie, carburants, souveraineté

0,2 à 4,2 milliards €/an

Dispositif post-ARENH, nucléaire 4e génération, renationalisation des autoroutes, -20 cts/L carburants.

Souveraineté énergétique reconquise

08 Agriculture, industrie, économie

30 à 50 milliards €/an

Conditionnalité des aides aux grandes entreprises (211 milliards d'euros audités), simplification, label fait maison.

Engagement décennal des diplômés des grandes écoles

09 Souveraineté numérique et IA

-3,2 milliards €/an

Architecture souveraine SecNumCloud ANSSI, formation des agents publics ; potentiel indirect détaillé fiche par fiche.

Réversibilité contractuelle 12 mois entre éditeurs

10 Équilibre budgétaire constitutionnel

Cadre contraignant

Constitutionnalisation de l'équilibre (modèles suisse, allemand), 8 révisions documentées.

Bilan public à mi-mandat au Congrès à Versailles

11 Aides sociales, transparence

15,14 à 25,14 milliards €/an

Anti-fraude par IA, plateforme de transparence, financement public des syndicats.

Carte Citoyenne Universelle, aides en nature

12 Égalité devant la loi, régimes dérogatoires

0,9 à 1,56 milliard €/an

Extinction des régimes spéciaux résiduels, convergence des paramètres, fin des tarifs dérogatoires.

Les mêmes règles pour tous, convergence sur 10 ans

Σ Note méthodologique

Les montants distinguent trois niveaux qui ne s'additionnent pas : potentiel économique, effet budgétaire, socle prudent. La somme arithmétique des catégories ne vaut jamais total : les recoupements sont retirés ligne à ligne, fiche par fiche, et le socle prudent est le seul montant présenté comme documenté.

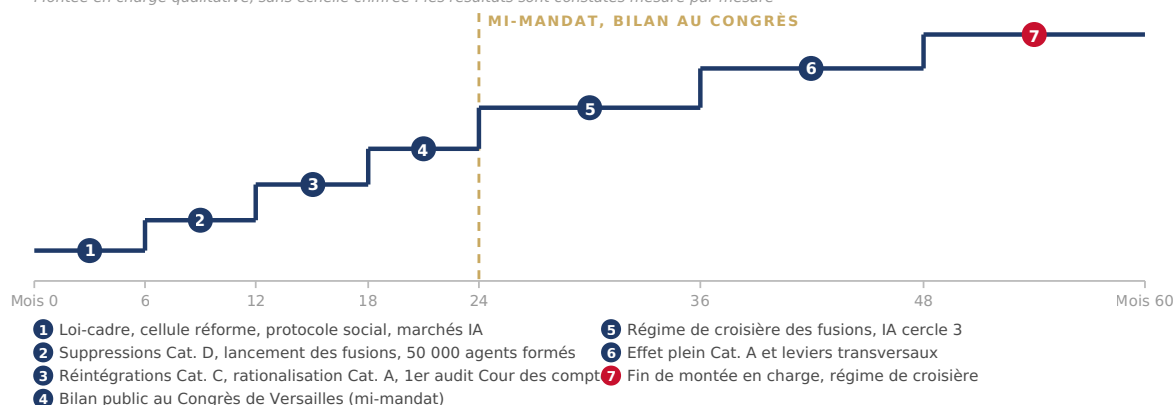
Une montée en charge progressive sur 60 mois

Le Plan de Rupture ne promet pas l'atteinte immédiate de ses résultats, et ne prétend pas éteindre le déficit à lui seul ni à une date garantie. Il décrit une montée en charge progressive et auditée, sur la durée d'un mandat présidentiel : à mi-mandat, les premiers résultats tangibles sont constatés mesure par mesure ; à la fin du mandat, le régime de croisière peut être atteint, à proportion des économies effectivement réalisées.

Trajectoire de mise en œuvre sur 60 mois

Sept phases successives, du démarrage institutionnel au régime de croisière (synthèse du calendrier publié)

Montée en charge qualitative, sans échelle chiffrée : les résultats sont constatés mesure par mesure



Lecture. Chaque phase porte ses réalisations vérifiables : loi-cadre, cellule réforme et protocole social avec les sept organisations représentatives dès les six premiers mois ; premières suppressions de catégorie D et lancement des fusions dès la première année ; premier audit public de la Cour des comptes avant le mois 18 ; bilan public solennel devant le Congrès à Versailles à mi-mandat. Cette trajectoire est conditionnelle : elle s'apprécie à proportion des économies effectivement réalisées, exercice après exercice, selon la méthode publiée. Pour comparaison, le déficit public 2025 était de 152,5 milliards d'euros (Insee), sans présumer que tous les résultats constituent des économies budgétaires immédiatement mobilisables.

100 jours

LOI-CADRE, GOUVERNEMENT
RESSERRÉ, -20 CTS/L
CARBURANTS

Mois 24

BILAN PUBLIC DEVANT LE
CONGRÈS À VERSAILLES

Mois 60

RÉGIME DE CROISIÈRE, FIN DE
MANDAT

Les modèles étrangers qui fonctionnent

La France n'invente rien. Plusieurs grandes démocraties ont déjà mené des réformes structurelles comparables avec succès, et offrent à la France des modèles éprouvés. Le Plan de Rupture s'appuie systématiquement sur ces précédents documentés, par souci de réalisme et d'humilité méthodologique.

Six précédents documentés

Mécanismes déjà éprouvés à l'étranger ou en France, mobilisés par le Plan de Rupture avec leurs sources officielles

SUISSE · 2001 Frein à l'endettement adopté par référendum, inscrit à l'article 126 de la Constitution fédérale : équilibre obligatoire sur l'ensemble du cycle économique.	ALLEMAGNE · 2009 Schuldenbremse inscrit à l'article 115 de la Loi fondamentale : déficit structurel fédéral plafonné à 0,35 pour cent du PIB.	SUÈDE · Skatteverket Programme d'automatisation fiscale conduit depuis 2012-2013, mobilisé par le Plan comme modèle d'audit préalable des fonctions automatisables.
ROYAUME-UNI · HMRC Exploitation des données, numérisation et renforcement des équipes de contrôle : objectif officiel de 7,5 milliards de livres de recettes supplémentaires par an à l'horizon 2029-2030.	ESTONIE · numérique Administration fiscale numérisée de bout en bout, déjudiciarisation des litiges simples, mobilisée comme référence par le Plan.	FRANCE · fusions réussies ASNR opérationnelle au 1er janvier 2025, Manufactures nationales fusionnées en décembre 2024, RMN-Grand Palais en 2011.

Lecture. Chacun de ces précédents est documenté dans le corps du Plan avec ses sources officielles : Constitution fédérale suisse, Loi fondamentale allemande, rapports annuels du Skatteverket, objectifs publiés du HMRC, textes des fusions françaises (loi du 21 mai 2024 pour l'ASNR, décrets de 2024 et 2011). Le Plan de Rupture transpose des mécanismes déjà éprouvés, jamais des paris théoriques.

Allemagne SCHULDENBREMSE 2009, ART. 115, DÉFICIT ≤ 0,35 %	Suisse FREIN À L'ENDETTEMENT RÉFÉRENDAIRE 2001, ART. 126	Suède SKATTEVERKET, AUTOMATISATION FISCALE DEPUIS 2012
---	--	--

Une démarche citoyenne rigoureuse

Le Plan de Rupture repose sur trois principes méthodologiques intangibles et six garanties non négociables, inscrites dans les textes opérationnels et opposables à toute critique.

1. Sourçage rigoureux ligne à ligne

Aucune affirmation sans source publique et vérifiable. Rapport sénatorial n° 807 de la commission Barros-Lavarde (1 153 organismes publics nationaux identifiés), Cour des comptes, Insee, Drees, Légifrance, jaunes budgétaires annexés au projet de loi de finances, jurisprudence Conseil constitutionnel et Conseil d'État, inspections générales (IGAS, IGF, IGEDD). Chaque mesure porte sa nature d'effet et son niveau de preuve (A, B ou C).

2. Présomption d'innocence et anti-diffamation

Aucun qualificatif subjectif sur les personnes physiquement identifiables (responsables politiques, hauts fonctionnaires, dirigeants d'opérateurs). Respect strict de la présomption d'innocence pour toute procédure judiciaire en cours. Aucune liste nominative d'entités privées commerciales sans source publique.

3. Double registre, technique et pédagogique

Chaque section technique du Plan est doublée d'un encart accessible aux décideurs non spécialistes, expliquant chaque terme et chaque mécanisme comme si l'on s'adressait à un lecteur sans formation préalable.

LES SIX GARANTIES INTANGIBLES

GARANTIE 1

Aucun licenciement sec

Aucun fonctionnaire titulaire ne perd son emploi. Cinq leviers non coercitifs uniquement : départs naturels, mobilité accompagnée, cessation progressive, rupture conventionnelle revalorisée, formation-reconversion.

GARANTIE 2

Aucune privatisation régaliennne

Justice, sécurité, défense, éducation, santé publique demeurent strictement publiques.

GARANTIE 3

Aucune hausse nette de prélèvements

Aucune hausse nette pesant sur les ménages, salariés, indépendants et PME. Les prélèvements nouveaux sur certaines rentes sont identifiés comme recettes nouvelles, non comme économies.

GARANTIE 4

Souveraineté numérique

Hébergement exclusif sur cloud qualifié SecNumCloud ANSSI, clause de réversibilité contractuelle de 12 mois entre éditeurs.

GARANTIE 5

Contrôle parlementaire

Délégation paritaire 12 députés + 12 sénateurs, audit annuel public de la Cour des comptes, bilan solennel à mi-mandat devant le Congrès à Versailles.

GARANTIE 6

Bien commun citoyen

Plan offert gratuitement à toute formation politique. Sans droit d'auteur économique, sans récupération exclusive.

Les 30 mesures les plus importantes

Parmi les 155 mesures du Plan, voici une sélection des trente leviers les plus structurants par leur impact financier, leur portée institutionnelle ou leur effet symbolique. Chaque montant renvoie au chiffrage documenté du livre et des dossiers, selon sa nature d'effet et son niveau de preuve. Pour la liste exhaustive, se reporter au compendium des réformes.

- | | |
|--|--|
| <p>1 Réduction de l'Assemblée nationale à 125 députés, au moins un par département (432 à 467 M€/an)</p> | <p>2 Réduction du Sénat à 125 sénateurs (232 à 250 M€/an)</p> |
| <p>3 Suppression de l'échelon régional administratif (chiffrage fiche par fiche)</p> | <p>4 Suppression des intercommunalités (EPCI), retour à la commune (chiffrage fiche par fiche)</p> |
| <p>5 Suppression des conseillers régionaux (1 758 élus) (350 M€/an)</p> | <p>6 Gouvernement resserré à 9 ministères + cabinets plafonnés à 10 membres (210 à 300 M€/an)</p> |
| <p>7 Suppression du CESE et des CESER (111 M€/an)</p> | <p>8 Rationalisation des 552 entités de catégorie A (audit, mutualisation, IA) (chiffrage fiche par fiche)</p> |
| <p>9 Fusion des 35 grappes d'opérateurs (modèle ASNR) (chiffrage fiche par fiche)</p> | <p>10 Suppression de l'ADEME, financement direct des aides (150 à 300 M€/an nets)</p> |
| <p>11 Suppression de l'OFB, retour au régalién de proximité (180 à 320 M€/an nets)</p> | <p>12 Suppression des 316 comités Théodule (120 à 240 M€/an)</p> |
| <p>13 Démantèlement de France Télévisions et privatisation par actifs (2,6 Mds €/an)</p> | <p>14 Mission interministérielle de nettoyage législatif (8 à 12 Mds €/an, productivité)</p> |
| <p>15 IA dans les 164 tribunaux + déjudiciarisation des litiges fiscaux simples (3,2 à 5,2 Mds €/an, productivité)</p> | <p>16 IA hospitalière (rapport vocal de fin de service) (2,8 Mds €/an, productivité)</p> |
| <p>17 Réduction de l'administratif hospitalier, plus de soignants (3,5 Mds €/an)</p> | <p>18 Plafonnement constitutionnel des prélèvements à 50 % du PIB (cadre contraignant)</p> |
| <p>19 Suppression du CIR grandes entreprises (5,5 Mds €/an, recette)</p> | <p>20 Lutte anti-fraude fiscale par intelligence artificielle (chiffrage fiche par fiche)</p> |
| <p>21 Lutte anti-fraude sociale par IA (chiffrage fiche par fiche)</p> | <p>22 Renégociation du versement nucléaire universel, dispositif post-ARENH (3 à 5 Mds €/an pour EDF)</p> |
| <p>23 Renationalisation des autoroutes à l'échéance des concessions (2 à 4 Mds €/an, recette)</p> | <p>24 Baisse carburants -20 cts/L immédiate (coût de 6 Mds €/an)</p> |
| <p>25 Relance du projet Astrid, nucléaire de 4e génération (investissement stratégique)</p> | <p>26 Conditionnalité des aides aux grandes entreprises (211 Mds € audités) (chiffrage fiche par fiche)</p> |
| <p>27 Architecture IA souveraine SecNumCloud + plateforme d'inférence multi-modèles (réversibilité 12 mois)</p> | <p>28 Automatisation de 521 000 postes administratifs (départs naturels) (30 à 46 Mds €/an, productivité)</p> |
| <p>29 Constitutionnalisation de l'équilibre budgétaire (modèles suisse, allemand) (cadre contraignant)</p> | <p>30 Conditionnalité des droits sociaux des ressortissants non européens (chiffrage fiche par fiche)</p> |

Les 7 dossiers du Plan

Le Plan de Rupture est constitué de sept dossiers complémentaires, articulés selon une logique cumulative. Tous sont en libre consultation publique. Un dossier distinct consacré à la protection sociale (périmètre d'environ 800 milliards d'euros par an) est diffusé séparément, avec la même méthodologie.

1 Dossier fondateur

Sections thématiques couvrant l'ensemble des champs de réforme et 4 pièces jointes opérationnelles. Également disponible en édition imprimée Amazon KDP.

2 Réforme des 1 153 organismes publics nationaux (architecture méthodologique)

La méthode de tri en quatre catégories (garder, fusionner, réintégrer, supprimer), fondée sur le rapport sénatorial n° 807.

3 Catégorie A, 552 entités à garder et rationaliser

Audit du train de vie, plafonnement des rémunérations, mutualisation, intelligence artificielle. 47 fiches Niveau 2 Complet, 63 Allégé, 104 Résumé. Chiffrages détaillés fiche par fiche.

4 Catégorie B, 35 grappes de fusion

Modèles déjà réussis en France : ASNR (1er janvier 2025), Manufactures nationales (27 décembre 2024), RMN-Grand Palais (2011). Chiffrages détaillés fiche par fiche.

5 Catégorie C, agences à réintégrer dans leurs ministères

Missions légitimes, autonomie juridique injustifiée. Estimations prudentes, détaillées fiche par fiche.

6 Catégorie D, suppressions définitives

23 fiches d'opérateurs majeurs (ADEME, OFB, AFITF, ARS, DRAAF) plus 316 comités Théodule. Chiffrages détaillés fiche par fiche.

7 Annexes opérationnelles (kit complet de mise en œuvre)

Kit de démantèlement (déploiement de l'IA souveraine en 7 étapes), calendrier de rupture sur 24 mois, répertoire juridique avec 4 modèles d'amendements parlementaires, réfutation argumentée des objections.

PARTAGER

Diffuser cette plaquette autour de soi, dans ses cercles professionnels et familiaux. Les algorithmes ne feront pas ce travail à votre place.

INTERPELLER

Tagger ses élus, ses parlementaires, les candidats à toute prochaine élection. Exiger des réponses publiques, écrites, du concret.

EXIGER

Demander que tout programme électoral comporte du concret, du sourcé et du chiffré. Plus de slogans, plus de promesses sans calculs.

Les sept dossiers du Plan

Aucune inscription, aucune contrepartie, aucune récupération exclusive. Chaque dossier est en libre consultation publique, offert à toutes les bonnes volontés.

1 Dossier fondateur

Sections thématiques couvrant l'ensemble des champs de réforme et 4 pièces jointes opérationnelles. Également disponible en édition imprimée Amazon KDP.

delta-sierra.com/articles/reforme-etat-dossier.html

2 Réforme des 1 153 organismes publics nationaux (architecture méthodologique)

La méthode de tri en quatre catégories (garder, fusionner, réintégrer, supprimer), fondée sur le rapport sénatorial n° 807.

delta-sierra.com/articles/reforme-agences.html

3 Catégorie A, 552 entités à garder et rationaliser

Audit du train de vie, plafonnement des rémunérations, mutualisation, intelligence artificielle. 47 fiches Niveau 2 Complet, 63 Allégé, 104 Résumé. Chiffrages détaillés fiche par fiche.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-2-souverainete.html

4 Catégorie B, 35 grappes de fusion

Modèles déjà réussis en France : ASNR (1er janvier 2025), Manufactures nationales (27 décembre 2024), RMN-Grand Palais (2011). Chiffrages détaillés fiche par fiche.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-3-fusion.html

5 Catégorie C, agences à réintégrer dans leurs ministères

Missions légitimes, autonomie juridique injustifiée. Estimations prudentes, détaillées fiche par fiche.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-4-reintegration.html

6 Catégorie D, suppressions définitives

23 fiches d'opérateurs majeurs (ADEME, OFB, AFITF, ARS, DRAAF) plus 316 comités Théodule. Chiffrages détaillés fiche par fiche.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-5-suppression.html

7 Annexes opérationnelles (kit complet de mise en œuvre)

Kit de démantèlement (déploiement de l'IA souveraine en 7 étapes), calendrier de rupture sur 24 mois, répertoire juridique avec 4 modèles d'amendements parlementaires, réfutation argumentée des objections.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-6-kit.html

Un dossier distinct consacré à la protection sociale (périmètre d'environ 800 milliards d'euros par an) est diffusé séparément, avec la même méthodologie. Le dossier fondateur est également disponible en édition imprimée Amazon KDP, complétée par l'ouvrage « Le Piège des retraites : le cas français comme laboratoire occidental ».

CONTRIBUTION CITOYENNE AU DÉBAT DÉMOCRATIQUE

**Il ne nous appartient plus d'être
spectateurs du déclin.**

**Il nous appartient de contribuer à
redresser la barre démocratiquement,**

**avant que les marchés ou la rue
ne s'en chargent à notre place.**

DAVID SALVAN • COUTANSOUZE, ALLIER

PLAN DE RUPTURE • BIEN COMMUN CITOYEN • DIFFUSION LIBRE ET ENCOURAGÉE